



Marre de payer la note ! Plan social ! Baisse de moyens ! Dégradation des conditions de travail et de la qualité du service public ! Recul de nos acquis sociaux !

Après les fortes mobilisations de mai à septembre derniers, , après 4 mois de négociations, la municipalité nous annonce aujourd'hui qu'elle sanctionne le personnel et condamne le service public à être « dégradé ».

La municipalité applique sur le plan local l'austérité qu'elle condamne au plan national.

Au moment même où nous célébrons les 80 ans du Front Populaire, une municipalité d'union de la gauche remet en cause les acquis sociaux de ses agents :

- **pas de plan pluriannuel de titularisation pour mettre fin à l'emploi précaire**, alors même que plus de 315 agents de catégorie C de la ville et du CCAS sont en droit d'en bénéficier !
- **suppression définitive de la prime d'installation** pour financer la mise en stage en 2016 de 80 agents précaires depuis 7 à 10 ans.
- **baisse de 10 % de la subvention versé au Comité des Œuvres Sociales (COS)** soit 80 000 euros !
- **suppression des congés de pré-retraite (de 1 à 3 mois selon l'ancienneté).**
- **réduction des remplacements de personnels et limitation stricte des heures supplémentaires dans les services au risque qu'ils ferment !**

Pour conclure, la municipalité stigmatise le personnel en brandissant l'absentéisme comme gouffre financier sans en chercher vraiment les causes.

Alors que nous demandions étude objective sur la souffrance au travail, celle-ci tarde à commencer. La municipalité propose un plan d'envergure sur la prévention des risques psychosociaux alors que depuis 2013 c'est obligatoire dans la fonction publique pour tous les employeurs !

C'est pourquoi, nous exigeons :

- le maintien des congés de pré-retraite (de 1 à 3 mois selon l'ancienneté 10, 20 ou 30 ans)
- le maintien de la subvention au COS - Nous refusons la baisse de 10 %.
- la maintien de la prime d'installation (2055,51 €) pour tous les agents mis en stage
- que les engagements pris par le maire en septembre 2015 soient mis en œuvre (plan de titularisation pluriannuel, embauche des emplois d'avenir, remplacement des congés maternité, étude objective sur la souffrance au travail, ...).
- un véritable plan de titularisation pluriannuel digne de ce nom pour diminuer la précarité et maintenir un service public de qualité.
- que les choix budgétaires soient faits en transparence pour les agents et les usagers.
- **que le personnel ne soit pas la variable d'ajustement budgétaire.**

Mobilisons-nous nombreux pour nous faire entendre et défendre le service public !

Tous en grève le 23 mars !

**9 h 30 – AG à la salle des fêtes
14 h – Rdv devant la Mairie
pour manifester dans Montreuil**